

## **L'INCOMPATIBILITÉ DÉNONCÉE PAR JOËLLE MILQUET...**

Juridiquement contestable, politiquement inavouable. La position du commissaire du gouvernement De Padt ne tient qu'au prix d'un artifice imaginé au sein du gouvernement pour contourner l'incompatibilité légale. A bon entendeur : De Padt exerce « un mandat à caractère politique. » L'embarras perceptible dans les cabinets ministériels sondés sur la question en dit long sur l'inconsistance de la justification avancée. Le constitutionnaliste Marc Uyttendaele confirme la chose. Problème : la réorientation de la carrière du mandataire Open VLD a été ficelée avec la bénédiction de tous les partenaires de l'actuelle majorité CD&V, PS, MR et CDH. Il s'agissait, il est vrai, de la cuisine interne des libéraux flamands. On n'a rien trouvé de mieux que de remettre au goût du jour une fonction politique créée il y a dix ans sous la coalition arc-en-ciel de Verhofstadt (socialiste-libérale-écologiste). Elle avait alors fait hurler l'opposition PSC-CVP, notamment emmenée par Pieter De Crem, aujourd'hui ministre.

Le député N-VA Ben Weyts a bien tenté de remettre le couvert. « La nomination de M. De Padt est illégale. La dépense y afférente dans le budget est dès lors illégale », soutient l'élue de l'opposition. Peine perdue : monopolisant la riposte gouvernementale, l'Open VLD fait bloc autour de son protégé. Rik Daems (député Open VLD) : « Le statut du commissaire du gouvernement a fait l'objet d'un long débat en 1999. » Luk Van Biesen (député Open VLD) : « La Cour des comptes n'a formulé aucune observation à ce sujet. » Guy Vanhengel (Open VLD), le ministre du Budget qui chapeaute le commissaire, justifie le choix décidé en Conseil des ministres : De Padt, qui n'exerce plus de mandat parlementaire, est assimilé aux secrétaires d'Etat en termes de salaire et de statut. Point barre. De l'art d'éluder la question. Et de passer sous silence le fameux petit bout de la loi d'août 1931, qu'une députée PSC de l'opposition avait déjà vainement brandi en 1999. Une certaine... Joëlle Milquet, aujourd'hui vice-Première ministre CDH d'un gouvernement qui préfère fermer les yeux sur l'entourloupe concoctée pour les besoins du partenaire Open VLD.